

Je suis Karl Marx, mais je ne suis pas Marxiste

Les persécutions prussiennes et la Commune de Paris de 1871

#Marx #Germany #Paris #London

La ville de Berlin doit une grande partie de son existence aux Huguenots, un groupe religieux de protestants français vicieusement persécutés par les catholiques français au XVI^e siècle. Vers 1680, environ 50 000 d'entre eux ont émigré en Prusse et ont laissé de nombreuses traces architecturales dans la région de Berlin-Brandebourg jusqu'à aujourd'hui.

L'histoire veut que, quelque 200 ans plus tard, certains des descendants de ces huguenots français soient brièvement revenus à leurs racines pour participer à la répression brutale de l'un des premiers soulèvements politiques populaires réussis, à 878,08 km exactement de là, dans la capitale française, Paris.

En 1870, le Second Empire français s'était complètement effondré et les mouvements socialistes, qui n'avaient cessé de gagner du terrain au cours des quelque 40 années précédentes, réclamaient une république beaucoup plus démocratique en France. L'histoire nous apprend que pendant le "Siège de Paris" en 1870, les forces allemandes et prussiennes ont occupé des parties de la France et encerclé la ville de Paris dans ce qui était censé être un conflit purement militaire. Cependant, il y a lieu de croire que les forces conservatrices extrêmes et les fanatiques de l'ancien Empire français auraient plus probablement demandé à l'empereur allemand de faire envahir leur propre pays par son armée afin de sauver les nombreux liens monarchiques anciens qui existaient encore entre la France et le reste de l'Europe au milieu de toutes les prises de pouvoir socialistes. Il fallait à tout prix empêcher ce qui s'était passé en 1848, lorsqu'une série de révoltes républicaines contre les monarchies européennes s'était propagée de la Sicile à la France et à l'Allemagne.

Sur le point d'entrer dans la capitale française au début de l'année 1871, l'armée allemande a commencé à bombarder lourdement la ville à partir du 5 janvier. On aurait pu s'attendre à ce que Paris soit prise lorsque les Allemands étaient enfin proches. Au lieu de cela, un étrange accord de paix a été conclu le 26 janvier 1871, lorsque les chefs militaires impériaux français à Bordeaux - et non à Paris ou à Berlin - sont intervenus et ont décidé d'eux-mêmes que la guerre devait cesser maintenant. Les Allemands acceptent soudain de ne pas occuper Paris. L'homme d'État et avocat français Jules Favre est même allé jusqu'à "persuader" l'empereur allemand Bismarck de ne pas désarmer la Garde Nationale. Fait remarquable, à la fin du mois de janvier 1871, Bismarck déclare humblement que l'armée française doit rester entièrement armée et intacte *"afin de maintenir l'ordre public"*.

La raison de cet étrange et soudain accord de paix entre l'armée allemande envahissante, d'une part, et les Français en ordre d'invasion, d'autre part, a été révélée presque au même moment à Paris - avec des conséquences considérables jusqu'à aujourd'hui. Le Second Empire français n'était pas vraiment connu

pour l'amour qu'il portait à son peuple. L'espérance de vie est faible, les gens ordinaires sont une fois de plus dominés par une élite arrogante, exactement ce que la Révolution française avait cherché à changer radicalement quelque 100 ans plus tôt, en 1789. L'invasion allemande et l'isolement de Paris pendant l'hiver extrêmement froid de 1870/71 n'ont fait qu'aggraver la situation. Les gens mouraient de faim et, au début de l'année 1871, les rats sont devenus le régime habituel de nombreux Parisiens ordinaires.

Lorsque, le 15 juillet [1870], la guerre [entre la France et l'Allemagne] fut enfin annoncée officiellement au Corps législatif, toute l'opposition refusa de voter les subventions préliminaires - même Thiers la qualifia de "détestable"; tous les journaux indépendants de Paris la condamnèrent, et, chose merveilleuse, la presse de province s'y associa presque unanimement.

Déclaration du Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs, Karl Marx, juin 1871.

Peu avant le traité de paix avec les 'envahisseurs' allemands du 26 janvier 1871, un premier groupe d'environ 400 gardiens nationaux se réunit le 22 janvier 1871 à midi devant l'Hôtel de Ville. Ils demandent que l'ensemble de l'armée soit placée sous contrôle civil et qu'une 'Commune' soit immédiatement élue pour répondre à la situation catastrophique de Paris. Une fusillade éclate en fin d'après-midi et plusieurs de ces premiers communistes sont abattus. L'armée régulière ferme deux maisons d'édition et arrête plus de 80 révolutionnaires.

Quelques semaines plus tard, une bagarre éclate au sujet de 400 canons obsolètes qui avaient été financés par le public parisien pour être utilisés contre les Allemands. Les révolutionnaires décident de placer ces canons dans les parcs des quartiers populaires. L'idée est de pouvoir se défendre contre le gouvernement national français, maintenant que la guerre avec les Allemands est officiellement terminée. Le 18 mars 1871, un groupe de soldats communistes réussit à s'emparer de plusieurs canons à Montmartre. La foule grandissante des révolutionnaires se dirige vers l'Hôtel de Ville, forçant l'armée régulière et les dirigeants à évacuer avec 40 000 soldats vers Versailles, où ils se cachent pendant les mois suivants.

À cette époque, Bordeaux était le centre du gouvernement national français, et non plus Paris. La situation était également critique pour les "fonctionnaires" du gouvernement à Bordeaux. L'une des plus grandes places d'Europe, la place de la Quinconces, en témoigne encore aujourd'hui. La place du centre ville de Bordeaux était autrefois le site du Château de la Trompette. Vers 1820, il fut décidé de tourner tous les canons de la place vers l'intérieur, et non vers l'extérieur, afin de prévenir toute rébellion. Alors que Bordeaux est le centre du gouvernement national, Paris devient un contre-pouvoir avec la création de la Garde Nationale, qui prend le contrôle de la ville après la fuite des militaires réguliers. Son comité central déclare le 22 mars 1871 que c'est lui, et non le maire, qui est le gouvernement légitime de Paris. Des élections sont bientôt organisées et, le 26 mars 1871, la 'Commune' nouvellement élue commence son travail avec beaucoup d'enthousiasme.

Les commune-istes publient immédiatement l'un de leurs premiers décrets, déclarant la séparation de

l'Église et de l'État. Plusieurs prêtres sont arrêtés, des églises sont fermées ou transformées, et l'archevêque local est exécuté en représailles à des actes similaires de Versailles. Le travail des enfants est totalement aboli, de même que le travail de nuit dans les boulangeries. Les communards refusent de faire la distinction entre les enfants nés dans le cadre d'un mariage et ceux nés hors mariage. Le droit de tous les enfants à une éducation correcte a été discuté, de même que les soins médicaux pour tous. Des pensions pour les gardes nationaux célibataires et les enfants des soldats tués au combat sont prévues par la loi, de même que la confiscation des entreprises abandonnées par leurs propriétaires. La liste des lois promulguées au profit des citoyens ordinaires s'allonge, à tel point que l'armée en fuite et ses dirigeants à Versailles appellent bientôt à l'aide. Pas nécessairement de la part de leur propre peuple, mais de l'extérieur: l'empereur allemand. Les Prussiens n'hésitent pas et ordonnent à leurs armées de se préparer à nouveau au combat. Sous la direction de MacMahon, un Irlandais d'origine, l'armée française renforcée rentre dans Paris au printemps 1871.

Fin mai 1871, la dernière bataille entre les Communards et l'armée française, connue sous le nom de 'Semaine Sanglante', fait des dizaines de milliers de morts. Les communards, qui sont un contre cinq, brûlent plusieurs palais et monuments parisiens en représailles. En octobre 1871, la Commune de Paris avait été écrasée, ses membres et ses partisans exécutés, emprisonnés ou envoyés dans des colonies éloignées comme la Nouvelle-Calédonie.

Quelques années avant et après les événements de la Commune de Paris, deux des plus célèbres fils de l'Allemagne, Karl Marx et Friedrich Engels, avaient publié des parties de leur livre encore plus célèbre, *Das Kapital*, en trois parties: la première par Marx lui-même en 1865, la deuxième par Friedrich Engels deux ans après la mort de Marx en 1883, et la troisième en 1894. Marx lui-même, bien sûr, a soutenu la Commune de Paris, en partie en coordonnant son soutien par l'intermédiaire de son "Association Internationale des Travailleurs" (AIT) et en s'identifiant à elle.

La condition préalable à la réalisation de leur traité étant la soumission de Paris, ils ont demandé à Bismarck de reporter le versement de la première tranche jusqu'à l'occupation de Paris. Bismarck a accepté cette condition. La Prusse, ayant elle-même un besoin très urgent de cet argent, donnera donc au gouvernement de Versailles toutes les facilités possibles pour hâter l'occupation de Paris. Attention donc !

Karl Marx dans une lettre aux Communards de Paris [du 13 mai 1871](#)

L'État prussien ayant veillé à ce que Karl Marx soit persécuté où qu'il aille après la publication à Berlin d'articles critiques sur la monarchie au début de sa carrière, un soutien personnel direct aux communards de Paris était probablement trop risqué pour Marx. Il quitte l'Allemagne en 1843 et émigre d'abord à Paris, puis à Bruxelles et enfin à Londres, où sa famille et lui vivent dans une telle pauvreté dans les bidonvilles de Soho que Marx perd l'un de ses fils, qui meurt à un très jeune âge. Ce n'est que plus tard que Friedrich Engels a commencé à soutenir Karl Marx régulièrement, lui assurant dès lors un revenu stable.

Peu après 1871, Karl Marx écrit un livre sur la Commune de Paris intitulé "**La guerre civile en France**". Lénine étudiera plus tard ce livre en détail, ignorant probablement que Marx s'était déjà distancié des diverses interprétations politiques de son livre de 1865, Das Kapital, en déclarant un jour: "Je m'appelle peut-être Karl Marx, mais je ne suis pas marxiste". Lénine ne savait probablement pas non plus que Karl Marx **avait gagné de l'argent comme day trader**.

Un peu comme les huguenots de Berlin, qui auraient pu dire aux Prussiens: nous venons peut-être de Paris, mais nous ne sommes pas français.

<https://www.sun24.news/fr/je-suis-karl-marx-mais-je-ne-suis-pas-marxiste-les-persecutions-prussiennes-et-la-commune-de-paris-de-1871.html>